



Prioriser, protéger et planifier l'éducation

Messages de plaidoyer de l'INEE pour la période de pandémie et post-pandémie de Covid-19

Ces messages de plaidoyer sont conçus pour influencer le dialogue et le débat politique afin de garantir l'accès à une éducation sûre, inclusive, équitable et de qualité, et ce pour tous les enfants en situation de conflit ou de crise pendant la pandémie de Covid-19. Ces messages - élaborés en collaboration avec des partenaires et inspirés des diverses [interventions en cours](#) - sont divisés en plusieurs parties : (a) une brève introduction ; (b) les messages clés sous les rubriques **prioriser**, **protéger** et **planifier** ; et (c) les messages thématiques, qui visent des groupes d'apprenants ou des problématiques spécifiques.

Nous encourageons les membres de l'INEE à utiliser et adapter ces messages au contexte dans lequel ils travaillent et à leurs besoins. Les membres souhaiteront peut-être aussi développer une stratégie de plaidoyer plus complète dans le cadre de leur intervention concernant le Covid-19. Nous les invitons à utiliser le [Modèle de stratégie de plaidoyer de l'INEE](#).

Contexte : les enfants et les jeunes en contextes de crise ne doivent pas être davantage laissés-pour-compte

Chaque année, des millions d'enfants et de jeunes sont privés de leur droit à l'éducation. En 2019, [258 millions d'enfants](#) n'avaient jamais été à l'école. Les principaux coupables étant la discrimination, qu'elle soit fondée sur le genre, le handicap, ou encore la pauvreté, ainsi que l'impact de conflits et de crises, y compris le déplacement forcé et la migration.

La pandémie de Covid-19 a fait exploser le nombre d'étudiants déscolarisés : près de 90 % d'étudiants dans le monde, soit plus d'1,5 milliard, sont touchés par [la fermeture des établissements scolaires](#) dans 186 pays. En cette période où des enfants et des jeunes du monde entier font face à l'interruption de leur éducation en raison du Covid-19, il est essentiel de s'assurer que leur apprentissage et leur bien-être restent une priorité. L'INEE œuvre avant tout pour privilégier des opportunités d'apprentissage sûres et de qualité pour les enfants et les jeunes touchés par des crises antérieures à celle du Covid-19, particulièrement parce que ceux-ci sont beaucoup plus affectés par la pandémie.

Les droits des enfants et des jeunes ne sont pas interrompus lors d'une situation d'urgence. Cela inclut le droit à l'éducation. Une éducation de qualité assure le développement cognitif et le bien-être psychosocial de l'enfant. En période de crise, l'éducation est synonyme d'espoir pour les enfants.

Toutes les parties prenantes – gouvernements nationaux et infranationaux, directions d'établissements scolaires, enseignants, communauté internationale de donateurs, agences des Nations unies, ONG nationales et internationales, parents, aidants, communautés locales – doivent travailler ensemble pour assurer la sécurité, le soutien et l'éducation des enfants, et ce pendant et après la pandémie. Nous devons également élaborer des plans coordonnés et flexibles afin de préparer la réouverture des écoles en toute sécurité. Ces plans doivent garantir un retour en classe sûr et permanent des enfants, et réduire les effets à long terme d'une telle crise sur l'éducation à l'avenir. Il est d'une importance capitale de nous assurer que les enfants les plus vulnérables, notamment ceux qui n'ont jamais été scolarisés ou dont l'éducation a déjà

été interrompue par un conflit ou une situation de crise, ne soient pas davantage laissés-pour-compte.

Prioriser et financer l'éducation en contextes de crise

Nous devons nous assurer que l'éducation est une priorité dans les plans mondiaux, nationaux et régionaux de réponse au Covid-19, et que la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage est maintenue. L'éducation est un droit humain universel qui n'est pas interrompu lors d'une situation d'urgence. En période de crise, la poursuite de l'apprentissage est la priorité numéro un des parents, des enfants et des jeunes.

Messages clés

- Les politiques, la planification et le financement de la réponse au Covid-19 doivent inclure une éducation de qualité dans toutes les actions locales et nationales et les plans d'intervention et de relèvement pendant et après la crise du Covid-19. L'égalité et l'intégration doivent être au cœur de ces plans d'intervention en matière d'éducation, grâce à des stratégies ciblées et destinées aux enfants et aux jeunes précédemment déscolarisés. Les politiques et les interventions traitant du Covid-19 doivent répondre aux besoins et aux risques spécifiques auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes les plus vulnérables.
- Les opportunités d'apprentissage pendant la fermeture des écoles ne devraient pas accentuer davantage les inégalités d'éducation fondées sur le genre, la pauvreté, le handicap, les origines ethniques, la religion, la situation géographique, le statut de réfugié, etc.
- Réfugiés, migrants, et enfants et jeunes déplacés à l'intérieur de leur propre pays doivent être intégrés aux plans nationaux et infranationaux d'intervention et de relèvement Covid-19 concernant l'éducation.
- Toutes les parties prenantes doivent veiller à ce que la réponse au Covid-19 en matière d'éducation prenne en compte la question du genre. Les obstacles à une éducation de qualité sont bien plus nombreux pour les filles et jeunes femmes en situation de conflit ou de crise. L'écart entre le nombre de filles déscolarisées et le nombre de garçons déscolarisés risque d'augmenter en raison du Covid-19, car les filles sont moins susceptibles de retourner à l'école après la fermeture prolongée des établissements scolaires. En priorité, nous devons nous assurer que les filles, ainsi que tous les autres groupes marginalisés comme les enfants et les jeunes en situation de handicap, ne soient pas davantage laissés-pour-compte à cause de la pandémie.
- Des données ventilées par âge, sexe, handicap et niveau de vie doivent être collectées en priorité pour comprendre l'impact du Covid-19 sur les différents apprenants et pour évaluer correctement les facteurs de risque pour les différents segments de la population.
- Les gouvernements doivent maintenir ou augmenter le budget destiné à l'éducation pour atteindre au moins 20 % du budget national, prioriser leurs investissements afin de garantir aux enfants et aux jeunes les plus marginalisés l'accès à une éducation de qualité pendant et après la crise actuelle.
- L'appel [de fonds des Nations unies pour lutter contre le Covid-19](#) (2 milliards de dollars), qui inclut l'éducation, doit être intégralement financé par les donateurs. Le secteur de l'éducation doit percevoir un pourcentage suffisant du financement total pour garantir le maintien et le renforcement de l'éducation pendant et après la crise du Covid-19. Avant la crise, le financement humanitaire était déjà insuffisant : seulement 2,1 % du financement humanitaire étaient destinés à l'éducation selon le [Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO](#). Avant la crise du Covid-19, les donateurs étaient

invités à augmenter leur contribution en faveur de l'éducation à au moins 10 % de leur budget humanitaire global.

- Les donateurs doivent maintenir leurs contributions et augmenter leurs allocations [pour financer les actions du fonds Education Cannot Wait \(ECW\)](#) en réponse au Covid-19, ainsi que celles du [Partenariat mondial pour l'éducation](#), pour garantir un financement humanitaire et de développement de l'éducation adapté et harmonisé en cette période de pandémie et, à plus long terme, pour financer la phase de relèvement et la réalisation de l'objectif de développement durable ODD 4.
- [Les conseils](#) et outils destinés aux enseignants et aux prestataires de services d'éducation doivent donner la priorité aux options d'enseignement à distance d'urgence accréditées, de qualité et adaptées aux enfants et aux jeunes, telles que des kits d'apprentissage papier à domicile, les cours en ligne, la radio et la télévision. Celles-ci doivent aussi être adaptées aux canaux les plus favorables en fonction du contexte. Tout programme ou kit d'enseignement à distance d'urgence doit être conforme [aux Normes minimales pour l'éducation de l'INEE](#).
- Les interventions dans le domaine de l'éducation en réponse au Covid-19 doivent être soigneusement coordonnées avec divers secteurs, tels que la santé, EAH (WASH en anglais) et [la protection de l'enfance](#). Les domaines de collaboration doivent être identifiés, en tenant compte des atouts et des capacités d'exécution de chaque secteur. Les [dispositifs de coordination humanitaire](#) existants, tels que les Clusters pour l'éducation et les groupes de travail sectoriels, doivent être exploités et dotés des moyens suffisants pour maximiser l'efficacité et l'efficacités des interventions humanitaires. Le soutien à l'architecture existante permettra de s'assurer que les interventions menées en réponse au Covid-19 s'appuient sur l'ensemble des interventions d'éducation en situations d'urgence et s'y intègrent, à mesure que les pays traversent les différentes phases des interventions en réponse au Covid-19 et continuent à mettre en œuvre leurs plans humanitaires.
- Les politiques et programmes d'intervention Covid-19, ainsi que leur financement, doivent venir en aide aux familles et aux aidants afin de promouvoir l'éducation et le bien-être des enfants à la maison. Ils doivent également fournir les ressources pour aider les familles, les aidants et les enseignants à développer les compétences socio-émotionnelles des enfants, parallèlement aux compétences scolaires classiques.

Protéger les enfants et les jeunes, et assurer une approche pluridisciplinaire du bien-être

Toutes les parties prenantes doivent s'assurer que les enfants et les jeunes ne courent aucun risque à l'école, à la maison, et au sein de leur communauté. Il s'agit notamment de veiller à l'accès à des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH – WASH en anglais) adaptées, ainsi qu'à des programmes de soutien au comportement et d'autres solutions de santé, de bien-être et de protection, y compris celles visant à réduire ou à éliminer la violence basée sur le genre.

Messages clés

- Une éducation sûre et de qualité - y compris un enseignement à distance en contexte d'urgence - peut offrir des mesures vitales et protectrices en temps de crise, notamment lors de la pandémie de Covid-19. Nous devons aider les écoles, les enseignants, les parents et les aidants à transmettre aux enfants et aux jeunes des messages de sécurité

et de protection adaptés à leur âge, qui contribuent à atténuer le risque d'infection et à promouvoir le bien-être en réduisant le stress et l'anxiété.

- Veiller à ce que tous les enfants, jeunes, parents et aidants disposent d'informations exactes pour soutenir la protection des enfants, et que ces informations soient transmises de façon à limiter la panique et la détresse, à rassurer et à encourager le respect des consignes de santé. Il est également conseillé aux éducateurs, parents, aidants et communautés de mettre en œuvre systématiquement des interventions psychosociales pratiques et de bonne qualité, comme souligné [dans le cadre du soutien au bien-être psychosocial des étudiants et à leur apprentissage social et émotionnel](#).
- Intégrer la santé mentale et le soutien psychosocial à tous les efforts visant à soutenir les enfants et les jeunes pendant la fermeture des écoles ainsi que lors de leur retour à l'école. Près de 90 % des élèves dans le monde sont déscolarisés et sont confrontés à une perte d'apprentissage et de routine, à l'éloignement de leurs amis, à l'incertitude quant à l'avenir, ainsi qu'à des préoccupations concernant le virus lui-même, y compris les menaces pour leur santé et celle de leurs proches.
- Tenir compte de la protection de l'enfance dans l'élaboration et le déploiement d'outils d'apprentissage, avec une attention particulière aux enfants et aux jeunes les plus vulnérables. Ces outils devront être conformes aux [Normes minimales de l'INEE pour l'éducation](#) et [aux Normes minimales pour la protection de l'enfance](#). Ces programmes destinés aux enfants et aux jeunes réfugiés, migrants et enfants PDIP, doivent s'aligner, le cas échéant, sur les programmes et les méthodes du pays d'accueil.
- Les enseignants et les parents/aidants devront se familiariser avec les principes de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PEAS), la sauvegarde de l'enfant, l'atténuation des risques de VBG et les pratiques d'orientation sûres.
- Utiliser des messages éducatifs adaptés à l'âge sur le lavage des mains, la distanciation sociale et la prévention de la propagation des « microbes », ainsi que des ressources prêtes à l'emploi mises à disposition des enseignants, des parents et des aidants pour parler de la crise actuelle et rassurer les enfants.
- Lorsque les écoles restent ouvertes, des mesures doivent être mises en place pour protéger les enfants et les jeunes, non seulement contre les effets du Covid-19 sur la santé, mais aussi contre les risques supplémentaires à leur bien-être. Toutes les autorités éducatives devraient étudier la [Fiche technique : Protection des enfants lors de la pandémie de coronavirus](#), afin d'évaluer les risques qui affectent les enfants dans leur propre contexte.
- Prendre en compte que les fermetures d'écoles sont susceptibles d'entraîner un stress économique et de santé mentale pour les familles et que les répercussions secondaires peuvent augmenter le risque de travail des enfants, et d'autres menaces.
- Fournir un soutien financier supplémentaire aux enseignants, aux parents et aux aidants.
- Maintenir le niveau de nutrition des enfants dans les cas où de la nourriture était précédemment fournie par les écoles aux enfants, en offrant des solutions de rechange aux programmes d'alimentation scolaires. Il peut s'agir de transferts d'espèces, de coupons alimentaires ou d'autres modalités.
- Continuer de protéger les espaces d'apprentissage. Les espaces d'apprentissage, les enseignants et les élèves peuvent encore être touchés par des attaques, en dépit de la pandémie de Covid-19. Les gouvernements devraient adhérer à la [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#) et veiller à ce que les écoles ne soient pas utilisées comme établissements de santé ou d'hébergement.
- Les professionnels de l'éducation en situations d'urgence (ESU) et de la protection de l'enfance dans l'action humanitaire (PEAH) devraient collaborer pour assurer des réponses complémentaires et étendre leur portée. Les gouvernements et les donateurs devraient se concerter et financer des actions dans les domaines de l'ESU et de la PEAH pour maximiser l'impact des deux secteurs.

Planifier un retour à l'école en toute sécurité

Les autorités d'éducation et les écoles doivent planifier la reprise. La préparation à la réouverture des écoles en toute sécurité doit commencer dès le début de la crise. Il convient d'accorder une attention particulière aux mesures de santé et d'hygiène et de veiller à ce que le système éducatif soit prêt à traiter les questions de protection éventuelles lors de la réouverture des écoles. Il est essentiel que, même si les gouvernements et les partenaires locaux et internationaux prennent des mesures pour que les enfants continuent d'apprendre pendant la fermeture des écoles, ils veillent également à ce que les systèmes éducatifs soient renforcés en préparation à leur réouverture. Cela signifie qu'il faut tenir compte du risque que de nombreux enfants ne retournent pas à l'école après une longue interruption. Des mesures devraient être prises pour réinscrire les enfants et leur offrir des cours de rattrapage pour assurer leur maintien à l'école sur le long terme.

Messages clés

- Les autorités sanitaires gouvernementales devraient décider du moment de la réouverture des écoles. Toutes les autorités éducatives doivent respecter les [Messages clés et actions pour la prévention et le contrôle du Covid-19 dans les écoles](#), publié par l'UNICEF, l'OMS et la IFRC et approuvé par le Comité permanent inter-agences. Les écoles ne devraient rouvrir que lorsque les autorités sanitaires gouvernementales annoncent que c'est sans danger.
- Plus tôt les écoles rouvriront, mieux ce sera. Les leçons tirées des précédentes interventions face au virus Ebola montrent que les fermetures d'écoles prolongées entraînent le décrochage scolaire des enfants qui ne reviennent jamais, l'augmentation des grossesses chez les adolescentes, et d'autres problèmes de protection. Cela peut exercer une pression énorme sur les systèmes et les ressources du gouvernement pendant la phase de relèvement.
- Les enseignants et les directeurs devraient participer au processus décisionnel et à la planification du retour à l'école. Ils sont les principaux vecteurs d'informations essentielles à la communauté sur les pratiques sûres en vue du retour à l'école. Cela devrait inclure le soutien psychosocial (SPS) et l'apprentissage social et émotionnel (ASE). [Des occasions de renforcement des capacités de SPS et d'ASE](#) devraient être offertes aux enseignants et au personnel éducatif, non seulement pour soutenir le retour sûr et protégé des enfants, mais aussi pour le bien-être des enseignants et du personnel éducatif lui-même.
- Renforcer les systèmes éducatifs. Il est possible de « mieux reconstruire » après la pandémie et de corriger les faiblesses passées, y compris l'accès à des installations sanitaires sûres pour tous les apprenants. Les systèmes d'éducation peuvent être renforcés pendant cette crise afin de se préparer à la prochaine. Peu de pays ont [des planifications de l'éducation qui intègrent les situations de crise](#). Une formation devrait être mise en place pour les planificateurs de l'éducation afin qu'ils intègrent la planification d'urgence et la budgétisation dans les plans sectoriels de l'éducation aux niveaux national et infranational.
- Planifier, fournir et financer des cours de rattrapage supplémentaires ou des programmes d'éducation accélérée (PEA). Ces types de cours peuvent être nécessaires avant ou pendant le retour des enfants à l'école afin de traiter ce que les enfants peuvent avoir manqué pendant les fermetures d'école. Un outil utile pour déterminer quel programme est approprié est [l'Arbre de décision du groupe de travail sur l'éducation](#)

[accélérée \(AEWG\)](#). Tous les outils et conseils du AEWG sont disponibles sur la page [Éducation accélérée de l'INEE](#).

- Maintenir et augmenter le financement pour soutenir une transition sans dangers et en douceur pour le retour à l'école. Un financement accru sera essentiel pour soutenir la réintégration de tous les enfants, y compris les groupes marginalisés, dans le système scolaire. Cela pourrait inclure un financement pour le suivi des inscriptions et le décrochage scolaire. Les enfants qui risquent de ne pas retourner à l'école en raison de la perturbation causée par la crise peuvent alors être suivis et soutenus pour revenir et rester à l'école.

Les enseignants, les parents et les aidants ont besoin d'un soutien ciblé

Un enseignant qualifié et compétent est l'un des aspects les plus importants de tout système éducatif. Il est essentiel que nous soutenions les enseignants dans leurs efforts pour aider les élèves à poursuivre leur éducation et leur apprentissage dans le contexte de stress dû aux fermetures d'écoles. À une époque où les enseignants voient leur capacité d'enseigner limitée, les parents et les aidants soutiennent souvent l'apprentissage des enfants et des jeunes, et ont donc un rôle important à jouer dans le renforcement de la résilience des enfants et la promotion du bien-être et de l'apprentissage.

Les messages clés ci-dessous sont adaptés des messages de la [Teachers for EFA Task Force](#) (Equipe spéciale sur les enseignants pour l'éducation 2030) sur le Covid-19. Des ressources supplémentaires pour soutenir les enseignants en contextes de crise (TiCC) peuvent être trouvées sur [la page du groupe de travail collaboratif du TiCC de l'INEE](#).

Messages clés

- 1. Faire participer les enseignants à l'élaboration des interventions d'éducation et d'aide dans le cadre du Covid-19**
 - S'assurer que les enseignants jouent un rôle significatif dans la prise de décisions et le choix des interventions alternatives d'enseignement à distance qui les affectent dans le cadre de la réponse au Covid-19.
- 2. Préserver l'emploi et les salaires des enseignants et du personnel scolaire**
 - Les gouvernements nationaux doivent veiller à ce que les enseignants continuent d'être rémunérés malgré la fermeture des écoles. Cette initiative doit être soutenue par des donateurs qui doivent fournir un financement pluriannuel suffisant pendant les fermetures d'écoles et après la réouverture des écoles.
- 3. Donner la priorité à la santé, la sécurité et le bien-être des enseignants, des apprenants, des familles et des aidants**
 - Fournir des ressources de soutien ciblées pour promouvoir le bien-être des enseignants et des familles/aidants, car ils sont eux-mêmes touchés par la crise. Lorsque les enseignants, les familles et les aidants se portent bien, ils sont mieux en mesure de créer des environnements de soutien sûrs et enrichissants qui favorisent le développement cognitif, social et émotionnel des apprenants.
- 4. Apporter un soutien et une formation professionnels qui soient adéquats**

- Former les enseignants et les autres membres du personnel à reconnaître les signes de détresse, afin qu'ils puissent identifier et orienter les enfants qui pourraient avoir des besoins spécifiques de protection de l'enfance ou qui seraient confrontés à d'autres menaces pour leur santé physique et mentale en raison du Covid-19.
- Renforcer et améliorer la qualité et la coordination des possibilités de perfectionnement professionnel en ligne des enseignants là où nécessaire.
- Former les enseignants à développer des leçons et du matériel pour soutenir l'apprentissage socio-émotionnel des élèves et fournir des ressources ASE aux parents et aux aidants.

Les enfants et les jeunes réfugiés, rapatriés, migrants et PDIP sont confrontés à des risques supplémentaires

Le surpeuplement de nombreux camps de réfugiés, migrants et PDIP, et des zones de regroupement urbain, peut entraîner une propagation plus rapide du Covid-19. Les enfants et les jeunes vivant dans de tels contextes sont confrontés à des risques particuliers et importants.

Messages clés

1. Inclure les réfugiés, les demandeurs d'asile et les PDIP dans les interventions en réponse au Covid-19

- Les réfugiés, les migrants, les demandeurs d'asile et les PDIP doivent être inclus dans toutes les interventions menées par le gouvernement pour assurer la continuité de l'éducation pendant la pandémie de Covid-19. Ceci implique de reconnaître que les réfugiés, les migrants et les communautés d'accueil peuvent avoir un accès limité aux ressources et à la connectivité. Certains de ces problèmes peuvent être surmontés en utilisant les ressources [d'apprentissage connecté](#) du HCR.

2. Privilégier le financement de l'éducation des enfants et jeunes réfugiés, migrants et PDIP afin d'éviter des situations catastrophiques

- Les donateurs, les gouvernements et la communauté internationale doivent donner priorité aux investissements et aux interventions en faveur des enfants réfugiés, migrants et PDIP, y compris en matière d'éducation. Les apparitions de Covid-19 peuvent avoir des conséquences catastrophiques dans les contextes humanitaires.
- Un financement supplémentaire devrait être fourni pour renforcer les mesures de distanciation sociale et améliorer les installations EAH (WASH) à l'usage des réfugiés / migrants / PDIP, en particulier ceux qui vivent dans des environnements en surpopulation.

3. Aligner les programmes d'apprentissage à distance sur les programmes d'études pertinents

- Les programmes d'éducation devraient s'aligner le plus possible sur les programmes et les méthodes pertinents. À plus long terme, cela facilitera une orientation reconnue menant à l'obtention de diplômes équivalents aux exigences du ministère de l'Éducation.

Les filles et les jeunes femmes sont souvent confrontées à des obstacles et des risques supplémentaires

Les épidémies affectent les femmes et les hommes de manière différente et peuvent exacerber les inégalités existantes pour les filles et les jeunes femmes. Cela crée des obstacles

supplémentaires en termes d'éducation et augmente le risque d'exploitation sexuelle et de violence basée sur le genre. Les filles et les jeunes femmes qui vivent dans des contextes de conflit et de crise sont déjà deux fois plus susceptibles de se voir privées de leur droit à l'éducation que les garçons. Les contraintes supplémentaires et les mesures de réponse au Covid-19 qui pèsent sur les systèmes éducatifs rendent encore plus difficile l'accès et le retour des filles et des jeunes femmes à une éducation de qualité. Avec la fermeture des écoles et un stress accru pesant sur les familles en raison de la crise actuelle, les filles et les jeunes femmes peuvent avoir davantage de responsabilités domestiques et de garde d'enfants, et être exposées à un risque plus important de mariage et de grossesse précoces. Cela peut réduire leurs possibilités d'éducation pendant et après la crise et augmenter leurs chances de déscolarisation.

Messages clés

1. Inclure les filles et les jeunes femmes dans le processus décisionnel relatif aux mesures de réponse au Covid-19

- Les femmes et les filles devraient être impliquées dans la prise de décisions relatives à la préparation et aux interventions en réponse au Covid-19. Leur représentation devrait être assurée dans les espaces politiques nationaux et locaux traitant du Covid-19, y compris dans le processus décisionnel affectant leur éducation et leur avenir.

2. Prendre des mesures spécifiques pour garantir aux filles et aux jeunes femmes un accès continu à une éducation et à un apprentissage de qualité lorsque les écoles sont fermées.

- Lorsque les écoles sont fermées, les filles et les jeunes femmes prennent souvent en charge la garde de leurs jeunes frères et sœurs et des autres membres de la famille. Veiller à ce que les mesures d'intervention tiennent compte de la charge accrue que représente le travail de garde non rémunéré qu'assurent les filles et les jeunes femmes suite à la fermeture des écoles, ainsi que des effets qui en découlent sur leurs résultats scolaires.
- Les gouvernements doivent travailler en étroite collaboration avec les enseignants, le personnel scolaire et les communautés en général pour garantir que les programmes, les activités et les ressources d'apprentissage à distance soient sensibles au genre et inclusifs. La sensibilisation communautaire sur l'importance de l'éducation des filles devrait se poursuivre dans le cadre de tous les programmes d'apprentissage à distance.
- Dans les contextes où les solutions numériques sont moins accessibles, il est nécessaire d'adopter des approches d'apprentissage à distance adaptées au genre et requérant un minimum de technologie. Cela inclut l'envoi de matériel de lecture et d'écriture à la maison et l'utilisation d'émissions de radio et de télévision pour atteindre les personnes les plus marginalisées. Veiller à ce que la planification et les structures d'apprentissage du programme soient flexibles et permettent d'apprendre au rythme de chacun, afin de ne pas décourager les filles qui doivent souvent assurer une part disproportionnée des gardes d'enfants à la maison.
- En moyenne, les filles et les femmes ont un accès à l'internet mobile inférieur de 26 % par rapport aux garçons et aux hommes dans le monde ([OCDE, 2018](#), [UN Women, 2019](#)). Mettre en œuvre des mesures destinées à réduire le risque d'accès inégal aux solutions d'apprentissage en ligne ou à d'autres solutions d'apprentissage technologiques, en s'assurant que les filles et les jeunes femmes soient formées aux compétences numériques nécessaires, y compris les connaissances et les compétences dont elles ont besoin pour rester en sécurité lorsqu'elles sont en ligne. Veiller à ce que les filles et les femmes aient accès aux informations relatives à la manière de se protéger et de protéger leur famille face à la pandémie. Les femmes

ont généralement moins accès à l'information et aux technologies que les hommes, mais elles jouent un rôle de premier plan comme canaux d'information au sein de leurs communautés.

3. Atténuer le risque d'exploitation sexuelle et de violence basée sur le genre pendant la fermeture des écoles

- Les filles déscolarisées courent des risques plus élevés de violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG), de mariage précoce et de grossesse lorsqu'elles ne sont pas à l'école. Veiller à ce que tous les acteurs impliqués dans les services d'éducation à distance d'urgence, y compris les enseignants, les parents, les aidants et les acteurs non gouvernementaux, aient les connaissances, les compétences et le soutien nécessaires pour réduire les risques de VSBG et prévenir l'exploitation et les abus sexuels. Des conseils doivent être donnés sur l'utilisation des plateformes en ligne, des appareils mobiles et d'autres mesures pour mettre à jour les pratiques d'orientation et atténuer les risques accrus de VSBG virtuelles.
- Envisager des moyens innovants pour répondre aux besoins des filles auxquelles les services vitaux font défaut lorsque les écoles sont fermées, en particulier les repas scolaires et la protection. Cela implique de mettre à leur disposition des points d'accès scolaires pour le soutien psycho-social individuel et la distribution de nourriture, de travailler de manière intersectorielle pour garantir la mise en place de services sociaux alternatifs, et de fournir un soutien par téléphone, SMS ou via d'autres médias.
- Former les enseignants sur la manière d'inclure l'accès à des informations claires sur les pratiques d'orientation sûres et adaptées au genre dans leurs documents d'enseignement et d'apprentissage.

4. Prendre des mesures pour assurer que les filles retournent à l'école après la crise

- Les épidémies précédentes ont montré que les filles font face à des obstacles plus importants que les garçons pour retourner à l'école après la crise. Les écoles, les enseignants, les parents et les décideurs politiques doivent donner la priorité au retour à l'école des adolescentes afin d'éviter une augmentation du décrochage scolaire et des impacts négatifs à plus long terme sur leur éducation et leur devenir socio-économique.
- Assurer des approches d'apprentissage flexibles et permettre une promotion automatique et des possibilités appropriées au niveau des futurs processus d'admission pour prendre en compte les défis particuliers auxquels les filles font face. Cela inclut les filles enceintes et les jeunes mères qui sont souvent confrontées à la stigmatisation et à des lois discriminatoires lors de la rentrée scolaire qui les empêchent d'accéder à l'éducation. Il sera peut-être nécessaire de mettre en place des cours de rattrapage et un apprentissage accéléré pour ces filles lorsqu'elles retourneront à l'école.

Les enfants et les jeunes en situation de handicap ont besoin de réponses éducatives inclusives

Chaque enfant a droit à l'éducation, et cela inclut également les enfants en situation de handicap. Le handicap reste toutefois un obstacle majeur à l'éducation, y compris dans les situations non urgentes. Dans le monde, le handicap représente un obstacle plus important à une éducation de qualité que toutes les autres caractéristiques individuelles et celles des foyers ([Mizunoya et al, 2016](#)). Pendant la crise du Covid-19, le risque pour les enfants et les jeunes en situation de handicap est exacerbé. Les gouvernements, les donateurs et toutes les parties prenantes doivent donc prendre des mesures spécifiques pour fournir une éducation inclusive de qualité. Les enfants et les jeunes en situation de handicap sont par ailleurs susceptibles d'être

confrontés à des risques accrus et d'être encore plus désavantagés en matière d'accès aux services d'assistance (comme la nourriture, l'eau, les centres d'accueil) du fait qu'ils sont dans l'incapacité d'accéder aux points de distribution, aux points d'eau, aux installations sanitaires, aux écoles, etc.

Messages clés

- 1. Impliquer les enfants et les jeunes en situation de handicap ainsi que les autres parties prenantes pertinentes dans les mesures de réponse au Covid-19**
 - Impliquer les enfants et les jeunes en situation de handicap et leurs aidants dans les décisions qui affectent leurs besoins et ce qui leur est offert en termes d'éducation.
 - Lors des évaluations des besoins éducatifs pour l'intervention Covid-19, efforcez-vous d'assurer la liaison avec les organisations et groupes représentatifs (tels que les organisations de personnes en situation de handicap) afin de dresser un tableau complet des personnes exclues et de ce qui est nécessaire pour les inclure. Cela devrait être coordonné dans le cadre d'une approche multi-sectorielle, y compris avec les services de santé et de protection.
- 2. Les gouvernements et les donateurs doivent financer et dispenser une éducation à distance de qualité aux enfants et aux jeunes en situation de handicap, de la maternelle à tous les niveaux d'enseignement.**
 - Des possibilités appropriées d'enseignement et d'apprentissage à distance devraient être disponibles pour les enfants et les jeunes en situation de handicap. Les modes de prestation et les ressources doivent être adaptés pour être accessibles aux enfants en diverses situations de handicap, y compris ceux qui sont en situation de handicap visuel ou auditif et / ou qui présentent des besoins éducatifs spéciaux.
- 3. Mettre en œuvre et financer des plans et des politiques de protection**
 - Dans les contextes d'urgence, notamment la crise Covid-19, les enfants et les jeunes en situation de handicap peuvent être confrontés à un risque accru de violence physique et sexuelle. Les gouvernements et les autres parties prenantes devraient identifier tout risque accru et veiller à ce que les politiques et plans de protection aux niveaux local et national soient mis en œuvre et financés.

Les adolescents et les jeunes peuvent être acteurs de l'intervention

Les adolescents et les jeunes représentent actuellement 1,2 milliard de la population mondiale, et ce chiffre devrait [augmenter de 200 millions d'ici 2050](#). Dans tous les types de crises, du changement climatique aux conflits armés, les jeunes et les organisations de jeunesse ont été prompts à agir. Selon les jeunes de [Youth Cafe](#), la même chose se produit actuellement pendant la pandémie de Covid-19 et ils font campagne pour une plus grande implication.

Messages clés

- 1. Faire participer les jeunes et les adolescents aux interventions de réponse au Covid-19**
 - Faire participer et inclure les jeunes dans les discussions, les réunions et les prises de décision pour faire face à la crise. Pour ce faire, exploiter le potentiel des jeunes en tant que précieux contributeurs à l'action Covid-19. Travailler en partenariat avec le secteur de la jeunesse pour co-crée des solutions pratiques à la crise actuelle qui pourraient mobiliser et exploiter l'énergie et les idées des jeunes.

- Fournir des orientations claires sur la manière dont les jeunes peuvent s'engager de façon sûre pour eux-mêmes et pour ceux qu'ils cherchent à soutenir.
- Fournir une communication claire et cohérente par tranche d'âge, afin que chacun des groupes comprenne et apprécie pleinement les implications de l'épidémie de Covid-19 pour eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés.
- Les ministères concernés, notamment ceux qui sont responsables de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'égalité des genres, des affaires sociales, de l'enfance et de la jeunesse, etc. devraient mettre en place des mécanismes de coordination multi-sectoriels fonctionnels aux niveaux national, local et scolaire qui incluent les jeunes afin d'assurer une réponse holistique pour les enfants et les jeunes déscolarisés, en assurant un accès continu aux services habituellement fournis par les écoles.

2. Fournir un soutien PSS / ASE adapté aux jeunes en situation de vulnérabilité

- Les jeunes sont confrontés à de multiples nouvelles sources de stress et ont besoin de soutien pour y faire face et renforcer leur résilience. Le soutien psycho-social et l'apprentissage socio-émotionnel peuvent faciliter et favoriser cette résilience, c'est pourquoi il est essentiel de poursuivre et d'accroître l'accès à ces services.

3. Financer les organisations de jeunesse

- Soutenir les organisations de jeunesse grâce à un financement flexible ou une réorientation des activités existantes subventionnées pour permettre aux organisations de soutenir la participation des jeunes à distance.

Intervenir durant la petite enfance est important

Bien que le Covid-19 touche les apprenants de divers âges de différentes manières, les besoins essentiels des jeunes enfants et de leurs parents et aidants sont les plus à risque pendant cette période. Les familles se trouvent privées de leur accès normal à l'éducation, au jeu et aux soins. Cela conduit à une crise d'apprentissage précoce, car les familles doivent gérer ensemble le stress et la continuation de la pandémie, tout en gérant l'ensemble de l'apprentissage et du développement de leurs enfants.

Le développement de la petite enfance (DPE) ne s'arrête pas pendant une pandémie, il est donc essentiel que les interventions en faveur de la petite enfance se poursuivent. Comme [le suggèrent Rose et Zubairi](#) « soutenir l'apprentissage précoce est le meilleur investissement qu'un gouvernement puisse faire - pour l'enfant et pour le pays. Chaque dollar investi dans les soins et l'éducation de la petite enfance peut rapporter jusqu'à 17 dollars pour les enfants les plus défavorisés. » Mais malgré la preuve des avantages de l'intervention précoce au niveau de la petite enfance, « 85 % des enfants des pays à faible revenu n'ont PAS accès à l'éducation pré-scolaire. Comparez cela avec les pays à revenu élevé, où 82 % des enfants sont dans les écoles maternelles ». Pour les aidants qui doivent faire face aux tensions supplémentaires résultant de revenus faibles ou de pertes de revenus, de conflits ou d'autres crises humanitaires, le stress causé par la difficulté à assurer la garde et l'éducation de la petite enfance ne peut pas être sous-estimé.

Messages clés

1. Inclure les parents et les aidants dans la conception des interventions Covid-19

- Les parents et les aidants doivent être impliqués dès le début des plans d'intervention et de relèvement afin de garantir que les messages adaptés à l'âge sont utilisés de

manière cohérente pour renforcer la résilience des enfants, de leurs parents et de leurs aidants.

2. **Fournir des informations et des conseils précis aux parents et aux aidants sur le Covid-19**
 - Encourager et équiper les parents et les aidants à utiliser un soutien psychosocial simple, efficace et adapté à l'âge et des activités d'apprentissage social et émotionnel qui favorisent le bien-être des enfants et le développement des capacités d'adaptation.
 - Développer ou améliorer les mécanismes de protection sociale qui répondent aux besoins des familles avec de jeunes enfants, y compris les transferts monétaires, la protection des moyens de subsistance, les mesures nutritionnelles et l'aide alimentaire pendant la crise ([ECDAN](#)).
3. **Faire en sorte que les ressources soient dirigées et les programmes conçus pour des mesures DPE qui incluent le jeu et des soins attentifs**
 - Fournir des mesures ludiques [DPE adaptées à l'âge](#) qui favorisent l'apprentissage, le développement et le bien-être des enfants.
 - Inclure les parents et les tuteurs dans la conception de l'intervention et des efforts de relèvement.
4. **Financer les interventions de DPE pendant et après la crise**
 - Inclure le financement du développement de la petite enfance et des services de garde d'enfants dans toutes les interventions nationales en réponse au Covid-19 ([ECDAN](#)).
 - Une fois les écoles ré-ouvertes en toute sécurité, les gouvernements et les donateurs devraient augmenter leurs allocations de DPE pour suivre [l'Appel de la Commission de l'éducation](#) au financement public complet de deux années d'enseignement pré-primaire (écoles maternelles) dans tous les pays.
 - Tous les plans d'interventions humanitaires devraient inclure des objectifs répondant de manière globale aux besoins des enfants âgés de 0 à 5 ans, et les donateurs finançant les interventions lors des crises humanitaires devraient privilégier l'éducation pré-primaire (école maternelle) et le soutien cognitif précoce dans le cadre de leurs investissements d'urgence initiaux et de leurs stratégies à long terme.

Réponse de l'INEE au Covid-19

L'INEE a réagi à la pandémie de Covid-19 avec une [collection de ressources organisées](#), une série de [webinaires](#), [des articles de blog](#), et une [Note technique](#), sur la base des [Normes minimales de l'INEE pour l'éducation : Préparation, Interventions et Relèvement](#), qui constitue la référence mondiale pour offrir une éducation de qualité en situations d'urgence (ESU).

Chacune de ces ressources est conçue pour offrir des outils pratiques, un soutien et des informations pendant la crise du Covid-19. L'INEE élabore également des ressources de plaidoyer pour que nos membres puissent favoriser le dialogue politique. Le cas échéant, ces mesures nécessitent une action plus urgente de la part des responsables politiques et les décideurs pour répondre aux besoins d'apprentissage et de développement des enfants vivant dans des contextes de crise et de déplacement qui sont également touchés par la pandémie de Covid-19. Il s'agit notamment :

1. d'un ensemble de [messages de plaidoyer](#) que les membres peuvent adapter à leurs besoins et contextes spécifiques ;
2. d'un dossier de plaidoyer, [Learning Must Go On : Recommendations for keeping children safe and learning during and after the COVID-19 crisis](#) (L'apprentissage doit continuer :

Recommandations pour assurer la sécurité des enfants et leur éducation, pendant et après la crise du Covid-19 - Document en anglais seulement) élaboré grâce à une collaboration entre le groupe de travail de l'INEE Advocacy Working Group, Save the Children et l'UNICEF, avec la participation de Plan International, Finn Church Aid et Humanity and Inclusion. Ce dossier résume les impacts du Covid-19 sur l'éducation et fait des recommandations pour garantir la continuité de l'apprentissage même en cas de fermeture des écoles ;

3. d'un [webinaire sur le plaidoyer en faveur de l'ESU](#) pendant la pandémie de Covid-19, qui s'inspire de ce qui précède et fournit des exemples nationaux d'actions d'éducation dans le contexte Covid-19.